

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Desarmement-nucleaire-le-tournant-de-2015>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°64 > **Désarmement nucléaire : le tournant de 2015**

**28 mai 2015**

## **Désarmement nucléaire : le tournant de 2015**

**Le cycle de conférences sur les "conséquences humanitaires d'une frappe nucléaire" s'est terminé à Vienne en décembre 2014 sur la perspective d'un Traité d'interdiction des armes nucléaires. Avec la désapprobation affirmée de la France.**

Après les conférences en Norvège et au Mexique en 2013 et 2014, cette troisième conférence convoquée par l'Autriche a complété l'analyse en considérant les "risques d'explosion nucléaire par accident ou par erreur".

Deux interventions exceptionnelles ont orienté les débats. Celle du journaliste américain Eric Schlosser qui a montré que de nombreuses explosions nucléaires ont été évitées par "miracle". Exemple du bombardier qui s'est mis en vrille et a largué une bombe sur la côte Est des États-Unis : sur les six systèmes de sécurité, cinq ont lâché ! Aux États-Unis une douzaine d'accidents ont failli ainsi dégénérer... L'autre intervention a été celle du Russe Stanislav Petrov qui a évité une guerre nucléaire en 1983. Alors que les satellites soviétiques détectaient une attaque américaine, il a transmis un diagnostic au Kremlin de "fausse alarme" contrairement à tous les éléments dont il disposait... et il avait raison, c'était des reflets du soleil qui simulaient les missiles ! Plusieurs fausses alertes ont failli ainsi déclencher l'apocalypse.

La conférence de Vienne a bien mis en évidence que les 16 000 bombes nucléaires actuelles (dont 2000 en état d'alerte) sont une menace inacceptable pour l'humanité. Les 158 pays présents en sont conscients et beaucoup d'entre eux se sont prononcés pour un désarmement nucléaire rapide, seule solution pour éviter ce danger. L'objectif exprimé est celui d'un traité d'interdiction qui, une fois entré en vigueur, créerait une obligation d'élimination pour les pays nucléaires. Comme pour les armes chimiques et bactériologiques, un traité d'interdiction doit précéder une élimination de fait.

### **L'opposition des États nucléaires**

Pour la première fois, les États-Unis et le Royaume-Uni étaient présents. A priori ils venaient pour dire qu'ils ne voulaient pas d'un tel objectif d'interdiction qui leur semble "contre-productif". Mais à la fin de la conférence les États-Unis ont fait preuve d'ouverture en ne critiquant pas la démarche et en annonçant la création d'un "partenariat international de vérification du désarmement nucléaire". Et le Royaume-Uni de rajouter qu'un traité d'interdiction devrait être assorti de "mesures de confiance et

de vérification" pour être crédible... Serait-ce un tournant tactique pour éviter d'être pris de court ?

L'Inde et le Pakistan avaient participé aux conférences précédentes. Ces deux pays nucléaires semblent disposés à accepter la dynamique d'un traité d'interdiction.

La France, la Russie, la Chine, Israël et la Corée du Nord ont continué à bouder ces conférences, chacun ayant ses raisons spécifiques. La France est la plus intransigente. Son message se veut catégorique : un traité d'interdiction remettrait en cause la sécurité internationale, seule une approche "pas à pas" dans le cadre du Traité de non-prolifération est acceptable. Cette démarche que nous connaissons depuis 45 ans a fait ses preuves d'incapacité au désarmement nucléaire.



*La France n'était pas présente à la conférence de Vienne. Sa position est intransigente : un traité d'interdiction remettrait en cause la sécurité internationale !*

### **Perspectives pour 2015**

ICAN, la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, a remporté un clair succès à Vienne car 44 pays, de tous les continents, se sont prononcés pour un traité d'interdiction des armes nucléaires. Tous ont réalisé qu'un conflit nucléaire les met en danger et que la situation actuelle leur est préjudiciable. Les pays africains, par exemple, ont fait le lien entre le nucléaire civil et militaire qui leur impose des mines d'uranium très néfastes pour leur environnement.



*158 États étaient présents à Vienne pour débattre des risques des armes nucléaires, dont plusieurs États nucléaires.*

Reste une difficulté : convaincre les États de l'OTAN, paralysés par la position américaine qui veut éviter un traité d'interdiction. L'Europe est donc au centre de cette dynamique pour la rendre crédible et efficace. Et l'année 2015 est le tournant qu'il ne faut pas rater avec la conférence d'examen du Traité de non-prolifération en avril et les 70 ans d'Hiroshima en août.

Dominique Lalanne [www.arnesnucleairesstop.org](http://www.arnesnucleairesstop.org) Pour en savoir plus : [www.icanfrance.org/](http://www.icanfrance.org/)